

Sabine LAVOREL, *La politique de sécurité nationale des États-Unis sous George W. Bush*

Paris, Éd. L'Harmattan, coll. Raoul-Dandurand, 2003, 172 p.

Aurélia Lamy

---



**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7144>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.7144](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7144)

ISSN : 2259-8901

**Éditeur**

Presses universitaires de Lorraine

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 juillet 2004

ISBN : 978-2-86480-838-1

ISSN : 1633-5961

**Référence électronique**

Aurélia Lamy, « Sabine LAVOREL, *La politique de sécurité nationale des États-Unis sous George W. Bush* », *Questions de communication* [En ligne], 5 | 2004, mis en ligne le 19 juillet 2013, consulté le 01 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7144> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7144>

---



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International  
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

anti-destinateur, pas de sujet sans anti-sujet, etc. Signalons encore qu'Alice Krieg-Planque a signé un bel article dans *Questions de communication* (1, 2002, pp. 9-17) qui fait le point sur les travaux scientifiques relatifs aux médias et aux guerres en ex-Yougoslavie. Au total, la perspective de cet ouvrage est passionnante : passer du récit de guerre comme décor et cadre, d'une formule à la formule comme décor, et cadre (*frame*) du récit de guerre.

Jean-François Tétu

MEI, université Lyon2/IIEP de Lyon

Sabine LAVOREL, *La politique de sécurité nationale des États-Unis sous George W. Bush*. Paris, Éd. L'Harmattan, coll. Raoul-Dandurand, 2003, 172 p.

Fort de son expérience pluridisciplinaire en droit public, défense et sécurité internationale, Sabine Lavorel nous présente de manière pragmatique et critique les modalités et les enjeux de la politique de sécurité nationale des États-Unis sous George W. Bush. L'intérêt de cet ouvrage réside essentiellement dans la pluralité d'approches de la politique américaine en matière de sécurité intérieure, nationale et internationale. Il donne des clés pour décrypter et comprendre la complexité des modalités de la politisation ostensible du processus décisionnel. L'auteur explique les conséquences du rapport de forces permanent et du contrôle réciproque des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. En associant des données juridiques aux notions de défense et de pouvoir, cette étude propose non seulement une analyse des institutions gouvernementales, mais aussi une approche critique de l'évolution de l'équilibre institutionnel, faisant suite aux attentats du 11 septembre 2001. Cette étude introduit également l'existence de contre-pouvoirs informels qui complexifient le processus décisionnel et accentuent le jeu irrationnel d'interactions et de négociations, aujourd'hui nommé « marchandage politique » (p. 82).

Ce livre, ordonné et cohérent, s'inscrit dans un contexte historique particulier. En effet, il est presque impossible de parler de la politique de George W. Bush, sans aborder les attentats survenus sur le territoire américain au début de son mandat. Ils ont provoqué un

bouleversement des modes de traitement de l'information et une évolution dans la gestion de la sécurité au sein du gouvernement. Aussi, ce texte aide-t-il, avant tout, à déterminer les objectifs fondamentaux en matière de sécurité nationale et les moyens nécessaires à mettre en œuvre. Il explique en quoi les attentats sont à l'origine d'une recentralisation des pouvoirs, d'une part en renforçant le prestige et l'autorité du président, d'autre part, en bouleversant la répartition constitutionnelle des compétences en matière de sécurité nationale et en perturbant les processus de *checks and balances* – révélateurs du rapport de forces constant au sein de l'exécutif – propres au système politique américain. Dans ce contexte, les attentats du « 11/09 » marquent deux évolutions majeures et indissociables qui constituent le canevas de l'analyse proposée : d'abord, une transformation du concept même de sécurité nationale, puis une radicalisation de la politique de sécurité mise en œuvre par le président. L'auteur évalue les conséquences de l'événement en y incluant l'ouverture du processus décisionnel et l'évolution de la nature, du contenu des politiques étrangère et de défense. Ceci dans un seul but : reconstruire l'hégémonie américaine et instituer un rôle prééminent des États-Unis permettant de justifier un interventionnisme unilatéral permanent.

Sabine Lavorel ne manque pas de faire référence à l'histoire politique et géopolitique américaine, dans la lignée d'une problématique visant à évaluer la légitimité de la politique de sécurité nationale, adoptée durant un climat de crise. Plusieurs questions amènent à approfondir l'analyse : quel rôle ont joué les attentats dans les orientations idéologiques de la politique de sécurité du gouvernement américain ? Comment le nouveau président parvient-il à légitimer sa position, sa fonction ainsi que les actions militaires engagées auprès de l'opinion publique ? À l'heure actuelle, quelle place les États-Unis prennent-ils sur la scène internationale ?

L'auteur propose ici une interprétation contextuelle de la politique de sécurité nationale américaine selon une perspective politico-historique. Dans une première partie, il tente d'expliquer en quoi les nouvelles orientations sécuritaires sont un

facteur de « représidentialisation » (p. 29) du régime américain. Il démontre le rôle prédominant des attentats dans l'évolution de l'équilibre institutionnel et surtout dans la radicalisation et le changement d'orientation de la politique de sécurité nationale. Changement qui passe notamment par la mise en place du Conseil de sécurité intérieure, dont les attributions sont confirmées par la crise et la remise en cause des traités déjà ratifiés. Face à la résurgence de nouvelles menaces envers les intérêts du pays, force est de constater un renforcement des objectifs sécuritaires de la nouvelle administration américaine. Les attentats du « 11/09 » ont marqué le début d'une nouvelle ère de la présidence de George W. Bush, une ère de guerre et de pouvoir qui voit le renforcement de son autorité au sein de sa nation et sur la scène internationale. Dès lors, on assiste à une mise en exergue de l'inadaptation croissante du concept traditionnel de sécurité nationale. Cette crise est à l'origine d'une recentralisation des moyens de lutte contre le terrorisme entre les mains du président, laquelle se traduit par l'affirmation des pouvoirs face au Congrès et une réorganisation en profondeur de la bureaucratie fédérale. Sabine Lavelle explique les raisons et les conséquences de cette prise de pouvoir « accaparé » (p. 62) et « incontesté » (p. 72) de George W. Bush qui contribue à légitimer son rôle de président « impérialiste » (p. 93). La présidentialisation du régime constitutionnel induit une « démocratie charismatique » (p. 69) où la concentration abusive du pouvoir fait face à une absence de contre-pouvoir effectif.

Dans un second temps, la politique de sécurité nationale adoptée par le président des États-Unis est étudiée en tant que vecteur de reconsolidation de l'hégémonie américaine. Ceci dans la mesure où cette nation adopte une politique offensive et une défense active qui donnent la primauté à l'aspect militaire. Par la mise en exergue des dissensions au sein du gouvernement, Sabine Lavelle opte pour un point de vue critique vis-à-vis de la politique étrangère américaine et remet en question la politique unilatérale et impérialiste adoptée, au lendemain des attentats. En effet, cette politique prône un « internationalisme typiquement américain »

(p. 93), couplé à une projection de la puissance étatique du pays, une forme de « gouvernance mondiale » (p. 95). Dans une perspective critique, l'ouvrage poursuit un certain nombre de questionnements qui visent à évaluer la pertinence d'une prise de position si affirmée par la présidence et une hégémonie américaine risquant de déstabiliser; à court et long terme, les relations internationales. Les mesures prises, sous couvert de lutte contre le terrorisme, apparaissent comme un prétexte au renforcement du système de défense et un moyen de contenir les zones instables de la planète. Dès lors, la reconsolidation de l'hégémonie américaine conduirait la politique de sécurité nationale des États-Unis vers un unilatéralisme pragmatique et utilitaire, un « unilatéralisme multilatéral » (p. 143).

L'ouvrage de Sabine Lavelle est construit et argumenté. Toutefois, il est à aborder comme un état des lieux plutôt qu'une démonstration de l'évolution de la politique de sécurité nationale sous George W. Bush. Le lecteur aurait besoin d'autres éléments, notamment d'une explicitation approfondie des termes de sécurité nationale et intérieure, pour mieux appréhender leurs manifestations auprès de l'opinion publique américaine. Mais, dans un souci d'approfondissement de l'analyse, l'auteur présente une littérature abondante qui mérite d'être explorée, la bibliographie étant claire, ordonnée et complète. La réflexion gagnerait sans doute en précision si l'assimilation fréquente de la politique de sécurité nationale aux attentats du « 11/09 » était associée à une mise en perspective et à une synthèse comparative d'un avant et d'un après. En fait, analyser la politique de sécurité nationale de George W. Bush, à la suite de ces événements, relèverait peut-être d'une autre recherche qui pourrait s'intituler *La politique de sécurité nationale des États-Unis sous George W. Bush. L'impact des attentats du 11 Septembre 2001*.

**Aurélia Lamy**  
CREM, université de Metz